

## Les partis politiques sont ils un instrument du changement ?

Par Dr Ahmed Benbitour

Octobre 2010

Des intervenants sur le site cicc et sur Face book, ont insisté sur la nécessité de créer un parti politique. Voici quelques éléments pour un débat sur cette question.

Le monde et l'Algérie connaissent des changements à une vitesse jamais égalée auparavant. Les progrès considérables réalisés dans les Nouvelles Technologies de l'Informatique et des Communications, ont permis grâce au développement de la télévision par satellites et l'Internet, une démocratisation de l'accès au savoir et à l'information.

De ce fait les citoyens algériens, particulièrement les plus jeunes, sont bien informés et possèdent des connaissances non négligeables dans tout ce qui concerne l'état réel de la Nation, par rapport aux autres nations.

Ils méritent une meilleure considération de la part des gouvernants, contrairement à ce que nous constatons et de façon notable lors des dernières campagnes électorales pour les législatives. Celles-ci se sont caractérisées par des dizaines sinon des centaines d'actions proposées par les partis. Pourtant, il s'agit de la même majorité qui est à l'Assemblée depuis trois mandats.

En effet la « coalition au service de Président » (FLN, RND, MSP) a recueilli en 1997, 287 sièges sur les 380 que contient la Chambre soit 75%. En 2002, c'étaient 284 sièges sur les 389, soit 73%. En 2007, ce sont 249 sièges sur les 389, soit 64%.

La première conclusion fondamentale est que : « **le système a acquis l'art d'organiser des élections pluralistes, sans changement de majorité (entre 75 % et 64 %), par conséquent sans changement de pouvoir** ». C'est d'ailleurs vrai pour les élections présidentielles.

Le faible taux de participation 35%, est un indicateur du décalage dans le niveau d'appréciation des réalités entre les gouvernants et les citoyens. Sans parler de la manière dont a été changée la Constitution !

Dans l'organisation des pouvoirs dans une République, le Parlement détient le pouvoir législatif. Alors, la majorité parlementaire peut faire réaliser les actions promises, soit par l'initiation des lois et la capacité de contrôler leur exécution, soit par la formation d'un gouvernement en son sein.

Or la Constitution algérienne n'oblige pas le Chef de l'Etat à former un gouvernement dans la majorité parlementaire et l'Assemblée Nationale n'a initié aucune loi durant les trois derniers mandats.

Pourtant la Constitution précédente (et même celle révisée) attribue des droits non négligeables au Parlement.

Sans être exhaustif, la Constitution permet à l'Assemblée Nationale d'initier des lois, de voter et amender des lois, d'approuver le programme du gouvernement et de contrôler son exécution par les questions aux membres du gouvernement et la formation de commissions d'enquêtes. Elle lui permet l'approbation du bilan du gouvernement et le vote de la motion de censure qui se termine par la démission du Gouvernement. Elle lui permet, également, d'amender et de voter la loi de finances et le budget de l'Etat.

Dans la pratique, l'Assemblée Nationale n'a presque pas exercé ces attributions et continue de voter, depuis 2000, des ordonnances sans débat et des budgets sur un prix de baril à 19 US pendant plusieurs années, et même corrigé à 37 US\$, il reste très inférieurs aux chiffres réalisés qui ont atteints jusqu'à 147 US\$. Elle laisse de ce fait une partie importante des recettes fiscales à l'usage discrétionnaire de l'exécutif.

La deuxième conclusion fondamentale : « **la majorité parlementaire n'exerce pas ses droits constitutionnels et ne cherche même pas à les exercer** ». De ce fait le Parlement sert de fonction de maquillage pour une démocratie de façade.

Il faut bien prendre acte de la panne des réformes et de l'absence de gouvernance à tous les niveaux de la hiérarchie de l'Etat. Le changement de régime et pas seulement de pouvoir, devient impératif.

### **D'où mon appel pour le changement.**

C'est aussi, un appel à plus de transparence, plus d'information, plus de débats publics, plus d'ouverture des médias lourds à toutes les composantes de la société. Ce sont les moyens privilégiés et déterminants pour rétablir le début de confiance des citoyens dans leur Etat. C'est également l'occasion de l'ouverture d'un débat le plus large possible entre toutes les composantes de la société, plus particulièrement, la jeunesse et les élites, sur la stratégie d'ancrage de la bonne gestion.

La nation est réellement en danger. Chaque institution et chaque citoyen sont placés devant leurs responsabilités. C'est le moment de travailler à la préparation, la conception et la mise en œuvre d'une Nouvelle Politique de Développement.

L'Algérie a besoin d'un régime capable de construire l'avenir et capable de prévenir les crises et d'y faire face par sa stabilité et sa légitimité enracinées dans la société civile et dans l'économie, en opposition avec ce qui existe aujourd'hui, à savoir l'éternelle reconstruction de l'échec par la mauvaise gestion, sans jamais en tirer les leçons.

### **Objectivement, le changement ne peut venir ni de l'intérieur du régime, ni de ses satellites (partis politiques de la coalition, Parlement, organisations de la société civile dans leur état actuel).**

Autrement dit le régime ne mettra en œuvre les réformes significatives attendues, que lorsque **ceux qui sont en dehors de ses rangs**, le mettent sous pression de le faire, par tous les moyens légaux et en dehors de toute violence verbale ou physique.

**La recette est claire** : plutôt que de s'attacher à la prise de pouvoir par des processus qui ont prouvé leur inefficacité (pluralisme politique de maquillage, élections contrôlées ...), il faut s'attaquer à la construction d'un Etat, digne de la prestigieuse Révolution d'indépendance et des sacrifices du peuple Algérien par les larmes et par le sang dans son combat contre la violence intégriste d'un côté et le totalitarisme de l'autre.

### **Mais, comment et par qui ?**

Le discours dominant nous suggère que seuls les dirigeants ont la capacité et le pouvoir d'initier le changement. Ou encore, si les gouvernants sont la source de tous les problèmes, ils sont aussi, la source de toutes les solutions. Le Président a les meilleures chances de mettre en œuvre les changements de façon accélérée, d'où le soutien au « programme du Président ». Autrement dit, il s'agirait d'une « démocratie octroyée ». C'est le discours, massivement délivré durant les dernières campagnes électorales.

Après dix ans d'exercice du pouvoir par l'actuel exécutif, les réformes sont toujours en panne.

**Il reste deux autres voies** : la première est celle d'un consensus entre les principaux dirigeants sur une période de transition effective qui aboutira à un système politique démocratique où l'alternance au pouvoir est assise sur un multipartisme stable et efficace.

La deuxième est de construire un pont pour « la majorité silencieuse » à travers la mobilisation de la société civile.

Autrement dit, il s'agit de la solution rapide mais moins légitime : la transition ; ou la solution plus lente mais plus légitime : la mobilisation de la société civile.

**Le succès de la transition** passe par l'effort conjugué de dirigeants politiques capables et de responsables économiques compétents.

Il faut également travailler à la mise sur pied d'une coalition politique favorable aux réformes qui permette à celles-ci de durer suffisamment longtemps pour donner des résultats positifs et acquérir une dynamique propre.

Il s'agit, en fait, de la mise en place d'un leadership efficace, capable d'orienter et coordonner les travaux de trois équipes. Une équipe économique travaillant en collaboration avec un réseau de patriotes économiques pour réussir les réformes dans ce domaine. Une équipe administrative pour réussir les réformes de l'éducation, de la justice et des collectivités locales. Une équipe politique pour faire fonctionner des institutions capables de mobiliser la Nation vers le progrès et la prospérité. Notamment des dirigeants capables de transformer la lassitude des élites en labeur pour le développement.

Il y a plusieurs modalités pratiques de lancer une période de transition réussie, à l'image de celles des pays de l'Europe du Sud : Espagne, Portugal, Grèce.

**La deuxième voie**, c'est le travail à une transformation graduelle générée par les citoyens pour que la société civile s'organise, se définisse une place et des tâches permanentes afin de devenir une source de visions et de programmes alternatifs. Cela demande du temps et de l'engagement en face de la fermeture de tous les canaux nécessaires à une telle mobilisation. Il s'agirait alors de mobiliser les médias (la presse écrite, la radio et la télévision) pour passer de la complaisance à la vérité ; le secteur économique pour passer de la dénonciation à la mise place des remèdes ; l'université et les intellectuels pour transmettre les idées des élites vers les masses populaires.

Cette dynamisation des organisations de la société civile est orientée vers : la définition d'un espace démocratique indépendant ; l'articulation d'une alternative de développement au statu quo ; la mobilisation des citoyens en leur offrant des espaces pour s'attacher à des intérêts partagés (sociaux, culturels, économiques) librement, collectivement, pacifiquement.

### **Sans l'engagement dans l'une ou l'autre voie que peut-il arriver ?**

Il faut prendre acte du fait que la double transition politique et économique, engagée à la fin des années quatre vingt du siècle écoulé, est toujours aléatoire, que les réformes sont en panne. D'où l'urgence de dépasser le statut quo politique et économique.

Il faut se préoccuper sérieusement du risque de voir se créer en Algérie, deux sociétés antagonistes : celle des nouveaux riches par la rente, l'aisance financière, le gaspillage et la corruption ; et celle des laissés pour compte parmi les régions et à l'intérieur des régions. Le danger est réel, car face à l'aisance financière affichée de l'Etat, il y a les conditions de vie de millions de personnes, marquées par les inégalités, la pauvreté cachée, les mauvaises mœurs, la débrouille et la perte de la morale collective.

Alors, la pauvreté passe à la révolte et non pas à la prise de conscience, parce que les institutions capables de transformer la révolte en révolution et son corollaire le changement, sont soit vassalisées soit neutralisées. Il faut bien noter cette différence entre la révolte qui mène vers la « *trappe de misère permanente* » et la révolution qui mène vers les changements nécessaires ! Il faut le répéter avec insistance, plus la crise se compliquera, plus la protestation sociale se répandra, plus la situation politique devient intenable.

Je vous invite à débattre de ces questions. Tout en continuant à travailler toutes et tous à élargir la base du dialogue sur la nécessité impérative du changement.